



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général pour l'administration
Direction des ressources humaines du ministère de la défense

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP) N° DEFMOB02-2025

Relatif à la réalisation de prestations individuelles de formation et d'aide à l'insertion professionnelle au profit des ayants droit de Défense mobilité (DM) dans les domaines de la sécurité, du support aux entreprises et du service aux particuliers, afin de rendre plus efficiente et garantir leur insertion dans l'emploi privé

(6 lots)

Sommaire

Article 1.	Préambule	3
1.1.	Désignation des parties contractuelles.....	3
1.2.	Désignation des publics bénéficiaires	3
Article 2.	Objet du marché	3
Article 3.	Documents contractuels	4
Article 4.	Dispositions générales	4
4.1	Mode de consultation	4
4.2	Forme du marché.....	4
4.3	Lieux d'exécution des prestations	4
4.4	Durée de validité et d'exécution du marché	4
4.5	Montants de l'accord-cadre	5
4.6	Marché ultérieur de prestations similaires	5
4.7	Modifications de l'accord-cadre.....	6
Article 5.	Modalité d'exécution	6
5.1	Désignation des personnes responsables de l'exécution du marché.....	6
5.2	Les bons de commande	7
5.3	Obligations générales	8
5.4	Absence prolongée, départ et remplacement du personnel mis à disposition.....	10
5.5	Récusation du personnel du titulaire par la personne publique	10
5.6	Assurances	10
5.7	Langue	11
5.8	Groupement d'opérateurs économiques.....	11
5.9	Opérateur économique en difficulté sur le plan judiciaire	11
5.10	Dispositions environnementales.....	11
5.11	Dispositif social du militaire blessé.....	12
5.12	Responsabilité du titulaire	13
5.13	Documents à produire en cours d'exécution du marché	14
5.14	Traitement des données à caractères personnel	15
Article 6.	Contrôle de l'exécution de la prestation	16
6.1	Opération de vérification	16
6.2	Admission.....	16
6.3	Ajournement.....	16
6.4	Réfaction	16
6.5	Rejet.....	16
Article 7.	Garantie financière	16
Article 8.	Modalités de détermination du prix.....	17
8.1	Contenu du prix.....	17
8.2	Nature et forme du prix.....	17
8.3	Unité monétaire	17
8.4	Date d'établissement du prix du marché	17
8.5	Révision	17
Article 9.	Conditions de paiement.....	18
9.1	Avance	18
9.2	Acomptes	18
Article 10.	Règlement des bons de commande	18
Article 11.	Établissement et paiement des factures.....	18
Article 12.	Délais de paiement.....	19
12.1	Mise en paiement des prestations.....	19
12.2	Délais de paiement	19
Article 13.	Pénalités	20
13.1	Pénalités en cas de retard de livraison des livrables mentionnés à l'article 7 du CCTP n° DEFMOB02-2025	20
13.2	Pénalités en cas d'annulation ou de modification de la formation commandée avant le début de la formation	20
13.3	Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé.	21
13.4	Gestion des pénalités.....	21
Article 14.	Litiges et résiliation.....	21
14.1	Règlement des litiges.....	21
14.2	Tribunal compétent	21
14.3	Résiliation.....	22
Article 15.	Déroghations au CCAG-FCS	23
ANNEXE : Protection des données à caractère personnel		24

Article 1. Préambule

Il est convenu de donner aux mots et expressions avec une majuscule, ci-après désignés dans le présent document, le sens suivant :

- **Acheteur** : désigne le pouvoir adjudicateur (personne morale) ou son représentant (personne physique), désignée par lui pour accomplir tout acte lié à la passation et/ou l'exécution du Marché ;
- **Marché** : désigne le présent accord-cadre/marché à bons de commande.
- **Titulaire** : désigne l'opérateur économique qui conclut le Marché avec l'Acheteur. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « Titulaire » désigne le groupement représenté par son mandataire

1.1. Désignation des parties contractuelles

Le marché est conclu entre :

- le Directeur de Défense Mobilité, dénommé l'« **Acheteur** ». Il agit pour toutes les formalités de :

- établissement des éventuelles modifications du marché ;
- suivi administratif du marché (non-reconduction ...).
- résiliation et dénonciation du marché ;

Les coordonnées de l'Acheteur sont inscrites à la rubrique D2 de l'acte d'engagement.

- et le « **Titulaire** ».

1.2. Désignation des publics bénéficiaires

Le marché s'adresse aux ayants-droit de Défense mobilité conformément au §3 de la directive N° 0001D18030551ARM/SGA/DRH-MD/ARD du 29 octobre 2018 relative à la politique générale et aux procédures de demandes de prestations de formation, à savoir :

- Les militaires en reconversion (dont ceux de la gendarmerie nationale) ;
- Les personnels civils du ministère des Armées en transition professionnelle hors ministère des Armées ;
- Les conjoints des militaires et des personnels civils du ministère des Armées.

Article 2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations individuelles de formation et d'aide à l'insertion professionnelle au profit des ayants droit de Défense mobilité (DM) dans les domaines de la sécurité, du support aux entreprises et du service aux particuliers, afin de rendre plus efficiente et garantir leur insertion dans l'emploi privé.

Il fait l'objet de l'allotissement suivant :

Lot 1 : Fonctions supports à l'entreprise ;

Lot 2 : Services aux particuliers ;

Lot 3 : Commerce et vente ;

Lot 4 : Informatique et multimédia ;

Lot 5 : Artisanat et restauration ;

Lot 6 : Sécurité.

Article 3. Documents contractuels

L'accord-cadre est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, prévalant dans l'ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1), daté et signé par le titulaire (ou, dans l'hypothèse d'un groupement momentané d'entreprises, du mandataire du groupement) et l'acheteur, ainsi que son annexe financière (bordereau des prix unitaires – BPU) et, le cas échéant, la déclaration de sous-traitance,
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n° DEFMOB02-2025 et son annexe.
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° DEFMOB02-2025 et ses annexes.
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 que le titulaire est réputé détenir et connaître.
- L'offre technique du titulaire.

Toute clause contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, figurant dans les documents établis par le titulaire, et notamment ses propositions, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire, en particulier, ne peuvent pas contredire les clauses contractuelles du marché.

En cas de contradiction entre les clauses de ces différents documents, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure.

Article 4. Dispositions générales

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations décrites au Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° DEFMOB02-2025.

4.1 Mode de consultation

Le présent marché public est passé selon la procédure adaptée en application de l'article R-2123-1-3° du Code de la commande publique.

4.2 Forme du marché

L'accord-cadre est à bons de commande multi-attributaires par lot. Le nombre minimum d'attributaires est de un, le nombre maximum est porté à trois (3). Les prestations s'exécutent par émission successive de bons de commande au fur et à mesure des besoins constatés, conformément aux dispositions des articles R. 2162-2 et R. 2162-4, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique.

Les prestations, objets du marché, s'inscrivent dans la catégorie des marchés de « fournitures et services ».

Code CPV : 80530000-8 Services de formation professionnelle (Nomenclature européenne réglementaire n°213/2008 de la Commission du 28 novembre 2007).

Groupe marchandise (GM) : 40.02.06 Autres formations technique / métier

4.3 Lieux d'exécution des prestations

Les formations professionnelles se déroulent dans les locaux des centres de formation du titulaire, des éventuels cotraitants et sous-traitants.

Les détails des lieux d'exécution sont stipulés dans l'offre technique du titulaire de chaque lot (annexe 7 du CCTP n° DEFMOB02-2025).

4.4 Durée de validité et d'exécution du marché

Le marché est conclu pour une durée d'un an à compter de sa date de notification.

Il peut être reconduit par tacite reconduction, trois (3) fois un an, sans que sa durée d'exécution totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

En cas de non-reconduction, l'acheteur en informe le titulaire, par décision administrative, au plus tard un mois avant ladite « date anniversaire ».

La non-reconduction du marché ne s'entend pas comme une résiliation et ne donne pas lieu à indemnisation.

Le marché est exécutable à compter de sa date de notification.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Les bons de commande notifiés durant cette période de validité du marché seront exécutés jusqu'à leur terme.

Les bons de commande passés durant la période de validité du marché peuvent être exécutés au-delà de la date d'échéance du marché. La date de début d'exécution de la formation doit se situer dans les 6 mois maximum suivant la date de fin de validité du marché.

4.5 Montants de l'accord-cadre

Les montants de chacun des accords-cadres (6 lots) sont sans montant minimum et avec un montant maximum indiqué dans le tableau ci-dessous sur leur durée maximum, soit quatre (4) ans.

Numéro du lot	Intitulé du lot	Montant minimum	Montant maximum en € HT sur la durée maximum de l'accord-cadre
1	Fonctions supports à l'entreprise	Sans	6 080 000,00 € HT
2	Services aux particuliers		2 400 000,00 € HT
3	Commerce et vente		1 360 000,00 € HT
4	Informatique et multimédia		5 740 000,00 € HT
5	Artisanat et restauration		2 620 000,00 € HT
6	Sécurité		1 180 000,00 € HT

A titre indicatif et sans engagement contractuel, l'administration estime en moyenne son besoin annuel de formations à :

Numéro du lot	Intitulé du lot	Quantité estimative annuelle de formations
1	Fonctions supports à l'entreprise	142
2	Services aux particuliers	59
3	Commerce et vente	37
4	Informatique et multimédia	94
5	Artisanat et restauration	55
6	Sécurité	102

4.6 Marché ultérieur de prestations similaires

L'acheteur peut conclure un marché sans publicité, ni mise en concurrence pour la réalisation de prestations similaires à celles du présent marché, tel que prévu par l'article R. 2122-7 du code de la commande publique.

4.7 Modifications de l'accord-cadre

En application des articles R. 2194-1 à R. 2194-10 du code de la commande publique, le marché public initial peut être modifié en cours d'exécution, dans le cas et selon les modalités prévues aux articles susvisés.

Lorsqu'une ou plusieurs prestations sont devenues nécessaires à la réalisation de l'objet du marché ou à l'exécution des prestations qu'il prévoit, ou lorsqu'elles ne le sont plus, ou lorsqu'elles doivent être modifiées, le titulaire les intègre ou les supprime du présent marché, ou les modifie, quel qu'en soit le montant.

Pour cela, l'acheteur invite le titulaire à lui communiquer une offre de prix détaillée et la documentation technique correspondant aux prestations. Les modifications intervenant au titre du présent article donnent lieu à la rédaction d'un acte modifiant le marché signé par les parties. Ces nouveaux documents se substituent à ceux du marché initial. Le montant des modifications tient compte des prix pratiqués au titre du présent marché.

A ce titre, pourront notamment faire l'objet de modifications l'ajout ou la suppression de modules, la modification ou la mise à jour des contenus de la prestation conformément à la législation et les conditions d'exécution des prestations.

L'accord-cadre initial peut être modifié en cours d'exécution pour la prise en compte d'évolutions techniques et/ou administratives non substantielles, telles que :

- un changement de durée de la prestation (réglementaire) ;
- la prolongation de la durée de validité de l'accord-cadre ;
- l'ajout d'un module à la prestation relevant de l'objet du marché.

Article 5. Modalité d'exécution

5.1 Désignation des personnes responsables de l'exécution du marché

Les personnes responsables de l'exécution de ce marché sont désignées ci-dessous.

5.1.1 Représentation de l'acheteur

Le « Bureau RECONVERSION » (RECONV) de Défense mobilité est le correspondant de la personne publique pour tous les aspects non contractuels et tous les aspects techniques d'ordre général.

Il assure directement le pilotage au niveau central du présent marché. Il est le contact principal du titulaire du marché pour son fonctionnement.

Pour tous les aspects contractuels et juridiques ainsi que tous les aspects administratifs d'ordre général, la section « marchés » du bureau RESSOURCES (RESS) de Défense mobilité est le correspondant de la personne publique.

La section nationale de suivi financier (SNSF) du Centre Militaire de Formation Professionnelle (CMFP) assure la mise en œuvre du marché. Elle est le point de contact avec le titulaire pour le suivi et l'instruction des dossiers de financement. Elle est composée de deux cellules : la cellule nationale d'inscription en formation (CNIF) et la cellule nationale des achats de reconversion (CNAR). En complément et parallèle, la Section budget-finances du Bureau Ressources (RESS) assure la visibilité transverse du marché, au niveau financier.

La SNSF du CMFP est chargée de la constatation du service fait. La procédure sera développée lors de la réunion de lancement avec le titulaire.

Les coordonnées des points de contact seront données lors de la réunion de lancement du marché.

5.1.2 Représentation du titulaire

En application des dispositions de l'article 3.4 du CCAG-FCS, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques au niveau central habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché. Cette désignation sera notifiée à la personne publique par lettre recommandée avec avis de réception ou par tout autre moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception. En cas de remplacement du représentant du titulaire pendant la durée de validité du marché et pendant l'exécution d'une prestation au-delà de la date de validité, la personne publique en sera avisée par le même moyen. Ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom à l'acheteur dans les délais requis ou impartis par le marché, les décisions nécessaires engageant le titulaire.

5.1.3 Interlocuteur du titulaire

Afin de faciliter l'exécution des prestations et assurer un suivi de qualité de l'accord-cadre, le titulaire s'engage à désigner un interlocuteur unique pour la durée de l'accord-cadre. L'interlocuteur dédié s'entend par la personne (ou les personnes) qui réceptionne(nt) les demandes des services et suit l'exécution des prestations ; elle a en charge les relations avec l'Administration. Si cet interlocuteur change, le titulaire en avise la personne publique et propose un remplaçant dans les plus brefs délais, assurant le même suivi des prestations, ainsi que leur qualité. Les référents doivent être facilement joignables les jours ouvrés, dans les délais les plus courts. A cet effet, le titulaire a fourni son nom et ses coordonnées complètes (numéro de téléphone mobile et fixe, adresse électronique, etc.) dans son mémoire technique.

5.2 Les bons de commande

5.2.1 Règles générales

Les bons de commande sont notifiés au titulaire de façon dématérialisée permettant de déterminer de façon certaine la date de leur réception. La date de notification de la commande au titulaire est la date de réception du bon de commande.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, en cas de litige concernant les indications portées sur le(s) bon(s) de commande, le titulaire disposera d'un délai de cinq (5) jours ouvrés pour signifier par écrit ses observations. Ce délai commencera à partir de la date de notification du bon de commande. En tout état de cause, le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations.

5.2.2 Modalités d'attribution des bons de commande

Les bons de commande sont notifiés au fur et à mesure de l'apparition des besoins sans négociation, ni remise en concurrence des titulaires, même si le marché a été conclu avec plusieurs titulaires.

A chaque besoin et avant édition du bon de commande, le CTP devra mettre en perspective les « éléments d'appréciation » ci-dessous pour chaque attributaire du lot concerné :

- Dates de la période de formation (compatible avec les dates imposées par le parcours de reconversion du candidat) ;
- Localisation de la formation (le plus accessible à partir du lieu de l'affectation ou du domicile du candidat) ;
- Comparaison **des coûts complets** en ajoutant au montant TTC ou net de taxe de la formation, le montant calculé de l'indemnisation des frais de déplacement du bénéficiaire, soit :
 - Les frais de restauration et d'hébergement calculés sur la base de l'indemnisation des frais en déplacement temporaire du bénéficiaire en vigueur via chorus DT, à titre indicatif sont de 20€ par repas et 90€ à 120€ par nuitée en fonction du lieu, ou le montant de l'une des indemnités forfaitaires prévues par l'Administration pour les militaires

- Le coût pour le transport calculé conformément à la réglementation en vigueur pour les militaires en congé de reconversion ou pour les autres ayants droits en ordre de mission (via Chorus DT).

En fonction des résultats de cette appréciation, la personne publique commande la prestation à l'un des titulaires du lot concerné retenus. L'objectif est de trouver le meilleur compromis permettant au candidat de rejoindre son centre de formation et de réaliser la formation dans des conditions optimales.

5.2.3 Délai d'exécution

La durée d'exécution varie selon les formations. Les durées des stages de formation professionnelle sont indiquées à l'annexe financière à l'acte d'engagement (bordereau des prix unitaires - BPU). Le délai débute le premier jour du stage de formation professionnelle et se termine à la date de réception du dernier livrable.

5.2.4 Contenu d'un bon de commande

Le titulaire s'engage à exécuter la totalité des bons de commande notifiés au fur et à mesure des besoins. Ils indiquent notamment :

- le numéro du bon de commande et la date d'édition de la commande ;
- la référence du marché (n° du marché et numéro d'engagement juridique) ;
- l'intitulé de la prestation et le nom de l'agent concerné ;
- le lieu ou le mode de réalisation de la prestation (le poste présentiel et le poste distanciel) ;
- la date de début et la date de fin de la prestation ;
- le prix unitaire HT et son montant HT ;
- le montant TTC.

5.2.5 Modification ou résiliation d'un bon de commande par la personne publique

a) Modification ou résiliation d'un bon de commande par la personne publique

La personne publique se réserve le droit de modifier ou de résilier un bon de commande au plus tard dix (10) jours francs avant la date de début de la prestation. Dans cette hypothèse, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité.

En cas de résiliation d'un bon de commande par la personne publique dans un délai inférieur à cinq (5) jours ouvrés avant la date de début de la prestation, le titulaire peut prétendre à une indemnité financière égale à quinze (15 %) du prix total TTC de la prestation concernée (plafonnée à 500 € TTC maximum).

b) Demande de prolongation d'un bon de commande par le titulaire

Le titulaire doit signaler à la personne publique les causes du retard qui, selon lui, échappent à sa responsabilité, dans le délai prescrit par l'article 13.3 du CCAG-FCS.

Cette demande doit être établie dès que les répercussions des causes de retard sur le délai d'exécution peuvent être déterminées et en tout état de cause, avant expiration du délai d'exécution.

La décision en matière de prolongation du délai d'exécution est prononcée par l'acheteur.

Une prolongation de délai est consentie en cas d'indisponibilité du bénéficiaire pour raisons professionnelles ou personnelles dûment justifiées.

5.3 Obligations générales

Les obligations du titulaire relatives à l'exécution du marché sont des obligations de résultat, sauf stipulation contraire.

Le titulaire a une obligation permanente de conseil et d'information envers la personne publique dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Il s'engage également à informer sans délai la personne publique ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objet du présent marché, tels qu'ils y ont été définis.

Les obligations suivantes s'appliquent au titulaire ainsi qu'à ses éventuels sous-traitants.

Le titulaire a l'obligation de répondre aux sollicitations de l'Administration.

L'Administration peut demander simultanément sur une même période, la réalisation de différentes formations dans des villes différentes. Le titulaire a l'obligation de répondre aux sollicitations de l'Administration.

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que du personnel qu'il a désigné. Le personnel du titulaire demeure à tous les égards le salarié de ce dernier (léislation du travail, sécurité au travail, congés payés, déplacements, etc.).

Le titulaire s'engage à :

- avoir la connaissance du marché de l'emploi ;
- transmettre à Défense Mobilité le CV de tout nouvel intervenant, pour approbation ;
- ne pas modifier les organisations, méthodes, supports et outils décrits dans l'offre technique sans autorisation préalable de Défense Mobilité ;
- respecter les exigences d'animation (comportement neutre, bienveillant et facilitateur, respect des volumes horaires des entretiens) ;
- garantir le principe de confidentialité des données concernant les participants, leurs projets et le contenu de la prestation ;
- veiller, tout au long de la prestation, à l'assimilation des informations et techniques transmises au stagiaire ;
- transmettre à l'organisme bénéficiaire les livrables nécessaires à l'admission de chaque prestation par courriel, dans les délais inscrits au CCTP (article 7).
- Faire conduire la totalité de chaque prestation par des intervenants dûment formés et expérimentés dans le domaine instruit conformément aux exigences du CCTP ;
- Informer l'Administration, en temps réel et autant que possible, en amont de la parution de tout texte réglementaire, de toute évolution de la réglementation ;
- Apporter une assistance en cas de difficulté d'accès à Internet en poste distanciel ;
- Garantir le principe de confidentialité des données concernant l'identité des participants, leurs projets et le contenu de la prestation ;
- Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après « RGPD »), le titulaire du marché public, en tant que « sous-traitant » au sens de l'article 4 du RGPD, s'engage à respecter les dispositions prévues par l'acheteur en sa qualité de responsable de traitement.

Par ailleurs, en application des dispositions de l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de communiquer immédiatement à la section marchés de Défense mobilité les modifications portant sur la situation juridique ou économique, survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à sa nationalité ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et, de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

S'il ne respecte pas ces obligations, le titulaire s'expose à la résiliation du marché à ses torts et frais.

Le personnel chargé de l'exécution des prestations et choisi par le titulaire est sous sa responsabilité et doit avoir la qualification requise pour la réalisation des prestations. Le titulaire s'engage à :

- assumer seul et entièrement, tant vis à vis de son personnel que vis à vis des tiers, y compris de l'Administration, les droits et obligations de l'employeur ;
- à respecter la législation et la réglementation en vigueur.

Le titulaire s'engage à garantir la personne publique contre tout recours qui pourrait être exercé contre l'Administration du fait des salariés et personnes réalisant les prestations au nom du titulaire et au titre du présent marché.

5.4 Absence prolongée, départ et remplacement du personnel mis à disposition

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, si les personnes désignées pour exécuter une prestation ne sont plus en mesure de remplir leur mission, le titulaire doit en aviser immédiatement l'acheteur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant dont les qualifications sont au moins équivalentes à celles de l'intervenant initial et d'en communiquer le nom et les titres à l'acheteur, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, dans un délai d'une semaine à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

En aucun cas le remplacement du personnel ne peut justifier une augmentation du prix indiqué dans le marché ou le bon de commande.

Dans le cas où le remplacement de la personne est prévisible, la personne remplaçante doit prendre ses consignes avant le départ de la personne remplacée.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, le remplaçant est considéré comme accepté si l'acheteur ne le conteste pas dans un délai d'une semaine à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si l'acheteur récusé le remplaçant, le titulaire dispose d'une semaine à compter de la récusation de celui-ci pour désigner un autre remplaçant et en informer l'Acheteur. A défaut de désignation ou si ce remplaçant est encore récusé, le bon de commande concerné est résilié dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

5.5 Récusation du personnel du titulaire par la personne publique

Pendant toute la durée d'exécution du marché, après mise en demeure, la personne publique se réserve le droit de récuser le personnel du titulaire qui s'avérerait incompetent ou inadapté à son exécution, sans que sa décision ait à être justifiée.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, cette récusation est portée à la connaissance du titulaire par courrier recommandé avec avis de réception ou par tout autre moyen permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception dans un délai de huit (8) jours ouvrés au plus après la prestation concernée. Le titulaire devra alors procéder au remplacement du personnel récusé dans un délai de huit (8) jours ouvrés.

5.6 Assurances

Le titulaire de l'accord-cadre assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. Il est seul responsable des dommages que l'exécution de la prestation peut causer directement ou indirectement à son personnel ou à des tiers, à ses biens, aux biens appartenant à la personne publique.

En vertu de l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire ainsi que les éventuels cotraitants ou sous-traitants désignés dans le marché devront justifier qu'ils sont titulaires d'assurances garantissant leur responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution.

Cette justification devra être transmise à l'Administration dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Acheteur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

5.7 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français dont il atteste l'exactitude.

L'acheteur n'impose pas de traduction certifiée sauf lorsque cela est justifié par une raison impérieuse d'intérêt général.

En conséquence, l'ensemble des communications écrites ou orales ou toute exécution de prestation relative au marché requiert l'usage du français.

5.8 Groupement d'opérateurs économiques

Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter opérateurs économiques seuls ou sous la forme d'un groupement solidaire ou d'un groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Toutefois, dans le cas d'un groupement d'entreprises conjoint, en vertu des articles R. 2142-19 et suivants du code de la commande publique, le mandataire du groupement sera solidaire pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'Acheteur.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, les cotraitants composant le groupement sont tenus de notifier immédiatement à la personne publique, dans les conditions prévues à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, toute modification survenant en cours d'exécution du présent marché se rapportant notamment :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise cotraitante concernée ;
- A la forme juridique et sociale de l'entreprise cotraitante concernée, à sa raison sociale ou dénomination ;

A son siège social et/ou à son capital social et de manière générale, toutes modifications conséquentes affectant les statuts ou le fonctionnement de l'entreprise cotraitante concernée (location-gérance, fusion absorption, scission, cession partielle d'actifs, etc.), ainsi que tout événement pouvant entraîner chez elle un changement de contrôle ou de direction.

5.9 Opérateur économique en difficulté sur le plan judiciaire

Tout opérateur économique en difficulté sur le plan judiciaire doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser à Défense mobilité dans les quinze (15) jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire ainsi qu'une copie de tous les documents afférents aux autorisations de poursuite d'activités du titulaire, dans le cadre de l'exécution du marché.

Il ne sera pas versé d'indemnités au titulaire dans le cas où, les dispositions prises en exécution de ce jugement entraînent la résiliation du marché.

5.10 Dispositions environnementales

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental :

- les lieux d'exécution des formations doivent être accessibles en transports en commun. De plus, dans le cadre de ses déplacements pour la réalisation des actions de formation, le titulaire privilégie l'usage des transports en commun lorsque les déplacements piétons ou à l'aide de véhicules à propulsion humaine ne sont pas possibles ;

- livrables : pour les impressions, le titulaire fera usage exclusivement du papier écoresponsable : papier recyclé ou issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, PSC ou équivalent ;
- Concernant les autres livrables (descriptif des actions de formation, comptes rendus annuels, ...), transmis par voie dématérialisée, le titulaire les communiquera sous forme numérique compressée ;

Le titulaire privilégie le recours à des applications et sites web éco conçus, de façon à réduire le besoin en ressources informatiques tout en répondant aux besoins de l'utilisateur dans le cadre de l'exécution. La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire.

Dans le cadre de la démarche de développement durable du ministère des armées, le titulaire de l'accord-cadre doit limiter l'impression de documents.

A cet effet, il s'attache à diffuser en version électronique les documents à remettre aux candidats, notamment, sous forme de clef USB, de fichiers électroniques ou de liens Internet, voire en procédant à des impressions « recto-verso » sur papier recyclé.

Une adaptation des contenus de formation au regard des principes de développement durable, appliqués à l'exercice professionnel ciblé, est possible.

Cette adaptation peut résulter de l'évolution des référentiels de formation, effective ou en cours, ou encore du choix d'un mode de fonctionnement interne et de sensibilisation/professionnalisation des personnels propice au respect de l'environnement.

Par exemple, en termes d'utilisation de produits d'entretien et de consommables écoresponsables, d'équipements adaptés, de pratique du tri sélectif des déchets, de réduction de la consommation d'eau et d'énergie, mais aussi de participation des formateurs à des conférences ou des cycles de formation dédiés, engagement de la structure dans un processus de certification spécifique, etc.

Cette clause environnementale peut aussi prendre la forme d'aménagements éventuels apportés aux enseignements afin de mieux intégrer les principes de développement durable.

Si le titulaire a proposé une clause sociale et environnementale au titre de l'offre technique, cette dernière est applicable.

5.11 Dispositif social du militaire blessé

Un dispositif social est prévu dans le cadre de l'exécution du présent marché : le dispositif du militaire blessé.

Ce dispositif permet à un militaire blessé, suivi par Défense mobilité, de découvrir un métier, un secteur d'activité, le monde de l'entreprise, confirmer ou infirmer un projet professionnel, en réalisant un stage dans l'entreprise titulaire du marché.

Le titulaire met en œuvre les mesures nécessaires afin d'assurer l'accueil en stage non rémunéré d'un ou plusieurs militaires blessés, identifiés par Défense mobilité, pour une durée allant d'un (1) à trois (3) mois. Ce stage ne peut se dérouler que pendant la durée d'exécution du marché.

Il n'y a pas d'obligation pour le titulaire de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire qu'il a accompagné.

Publics éligibles

Ce dispositif concerne les militaires accompagnés par Défense mobilité touchés par une blessure physique ou psychique.

Modalités de mise en œuvre du dispositif social :

L'application de cette clause sera confirmée lors de l'exécution du marché.

Le contenu du stage est décrit dans la/les fiche(s) de stage fournie(s) par le titulaire dans son offre. Son contenu peut faire l'objet d'une mise au point au moment de l'exécution du marché entre le titulaire et DM.

Dans le cas où la fiche de stage fournie par le titulaire au moment de la remise des offres ne serait pas appropriée à un profil « militaire blessé », la Section accompagnement des blessés de DM, dont les coordonnées seront transmises en cours d'exécution du marché, pourra prendre contact avec le titulaire

du marché pour lui proposer des profils de « militaire blessé » en adéquation et en fonction des domaines d'activités que pourra proposer le titulaire.

Mise en application du dispositif social :

Des réunions spécifiques à la mise en œuvre de la clause sociale peuvent être organisées (en distanciel ou en présentiel), sur proposition du titulaire ou de l'acheteur, dès qu'un ou plusieurs profils de blessés sont proposés par DM. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la fiche de stage annexée à l'offre du titulaire peut être ajustée selon le ou les profils proposés par DM et la convention de stage est renseignée et signée. Conformément à cette dernière, le référent entreprise accueille le stagiaire dans ses locaux, en immersion complète ou sur le lieu d'exécution des prestations définies au marché. Il accompagne le stagiaire dans le cadre des missions qui lui sont confiées.

Le suivi de l'exécution de la clause sociale est réalisé par DM, qui s'assure du respect du contenu du stage tel que décrit dans la convention de stage.

Contrôle et évaluation de la mise en œuvre de la clause sociale :

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire répond à toute demande de l'acheteur ou du référent « militaire blessé » de DM relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale. Il s'engage à faciliter les contacts entre toutes les parties prenantes au dispositif.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit en informer DM et l'acheteur afin d'étudier collégialement les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

A l'issue du stage, la Section accompagnement des blessés de DM et le référent entreprise réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de sa bonne exécution.

Toutes les hypothèses de fin de parcours sont envisagées par DM, à l'occasion d'un échange avec le titulaire. A tout moment, le titulaire peut dépasser les objectifs fixés.

Il n'y a pas d'obligation pour le titulaire de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire blessé qu'il a accompagné.

Obligations du titulaire :

A la demande de DM, lorsqu'un militaire blessé est intéressé par un des domaines d'activité proposé par le titulaire, le dispositif engage le titulaire à :

- s'assurer de la bonne exécution du stage conformément à la convention signée ;
- informer l'acheteur lors de la signature d'une convention de stage ;
- rendre compte à l'acheteur de toute difficulté rencontrée ;
- adresser à l'acheteur un bilan annuel qualitatif du ou des stages.

5.12 Responsabilité du titulaire

5.12.1 Garantie contre des revendications de tiers

Le titulaire garantit la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits d'auteur, l'utilisation de leurs résultats. Cette garantie n'est pas limitée.

De son côté, la personne publique garantit le titulaire contre les revendications des tiers concernant les droits d'auteur, de propriété industrielle et/ou usage de distribution exclusif, pour des procédés ou des méthodes dont elle lui impose l'emploi.

Dès la première manifestation de la revendication d'un tiers contre le titulaire ou la personne publique, ceux-ci doivent prendre toute mesure dépendant d'eux pour faire cesser le trouble et se prêter assistance mutuelle, notamment en se communiquant les éléments de preuve ou les documents utiles qu'ils peuvent détenir ou obtenir.

Si le titulaire ne respecte pas les dispositions du présent article, le marché peut être résilié à ses torts.

5.12.2 Obligation de confidentialité – mesures de sécurité

Le titulaire et la personne publique acceptent que les termes et les conditions du présent marché soient tenus confidentiels, sans préjudice des dispositions de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 relative aux conditions d'accès aux documents administratifs.

Le titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu communication à titre confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication sans qu'il soit besoin d'expliquer systématiquement le caractère confidentiel de cette dernière.

Le titulaire doit se conformer aux stipulations de l'article 5.1 du CCAG-FCS.

5.12.3 Liens juridiques

Le personnel du titulaire demeure à tous égards le salarié de ce dernier. Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire.

5.12.4 Cession et sous-traitance

La cession totale ou partielle ainsi que la sous-traitance de certaines parties des prestations doivent au préalable faire l'objet d'un acte contractuel approuvé par l'acheteur.
La sous-traitance totale est interdite.

Ainsi, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par l'acheteur et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

A cette fin, le candidat adresse une "déclaration de sous-traitance" (DC4 ou équivalent téléchargeable à l'adresse : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition. Cette déclaration doit mentionner :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximal des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation de prix ;
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

Il remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

Dans le cas où la demande est présentée après le dépôt de l'offre, le titulaire remet contre récépissé à l'acheteur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, une déclaration contenant les renseignements énumérés ci-dessous.

En cas de sous-traitance, le titulaire garantit que les contrats passés avec ses éventuels sous-traitants tiennent compte des obligations nées du présent marché.

5.13 Documents à produire en cours d'exécution du marché

5.13.1 Titulaire établi en France

Conformément à l'article D8222-5 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre tous les six (6) mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché :

- 1° Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.
- 2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a) le numéro unique d'identification prévu par l'article L. 123-34 du code du commerce et délivré par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) (numéro SIREN) du candidat et des membres du groupement d'opérateurs économiques ;

- b) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- c) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

Ces documents peuvent être déposés par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Administration, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestation.com>.

5.13.2 Titulaire établi à l'étranger

Conformément à l'article D8222-7 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre tous les six mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché :

1° Dans tous les cas, les documents suivants :

- a) un document mentionnant son numéro individuel d'identification attribué en application de l'article 286 ter du code général des impôts. Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France ;
- b) un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce dernier cas, elle doit s'assurer de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales.

2° Lorsque l'immatriculation du cocontractant à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

- a) un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
- b) un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
- c) pour les entreprises en cours de création, un document datant de moins de six mois émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre.

Les documents et attestations énumérés supra sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.

Ils peuvent être déposés par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Administration, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestation.com>.

5.14 Traitement des données à caractères personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

5.14.1 Traitement des données à caractères personnel aux fins de gestion administrative et financière du marché

À des fins de gestion administrative du marché, chaque partie est amenée à traiter les données à caractère personnel de l'autre partie. Pour le traitement desdites données qu'elle effectue, chaque partie est qualifiée de « responsable de traitement » au sens de la réglementation applicable et s'engage à respecter cette dernière.

À cet égard, pour se conformer à l'article 14 du RGPD, chaque partie s'engage à fournir à l'autre partie la mention d'information pour que cette dernière la communique aux personnes concernées.

5.14.2 Evolution de la législation sur la protection des données à caractères personnel en cours d'exécution du marché

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Article 6. Contrôle de l'exécution de la prestation

Les prestations faisant l'objet du présent marché seront soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux obligations prévues au marché, conformément à l'article 27.1 du CCAG-FCS.

6.1 Opération de vérification

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-FCS, les opérations de vérification sont effectuées, par délégation de l'acheteur, par le CMFP, désigné à l'article 5.1.1 du présent CCAP sur la base :

- Du livrable 4E « Attestation individuelle de fin de formation » (livrable stipulé au CCTP) délivré par le titulaire au stagiaire, transmise à l'Administration dans les quinze (15) jours suivant la fin de la formation (article 6.6 du CCTP),
- Du livrable 6E « questionnaire d'évaluation » (livrable stipulé au CCTP) transmis par le titulaire dans les quinze (15) jours suivants la fin de stage au CTP et en copie à BRECONV/SFP.

6.2 Admission

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG-FCS, le CMFP désigné à l'article 5.1.1 du présent CCAP procède aux opérations d'admission de la prestation au regard des résultats de l'ensemble des documents cités supra. Il dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la date de remise de la copie de « l'attestation individuelle de fin de formation », pour prononcer la décision d'admission. A défaut de notification de réserves de l'Administration passé ce délai, la prestation est réputée admise.

6.3 Ajournement

Sans objet.

6.4 Réfaction

Conformément à l'article 30.3 du CCAG-FCS, les prestations jugées non conformes aux stipulations du marché font l'objet d'une réfaction de prix proportionnelle aux imperfections constatées et au préjudice subi. La satisfaction des participants est mesurée par la remise du livrable 6E « questionnaire d'évaluation client » (art. 7 du CCTP du présent accord-cadre), rempli par les stagiaires en fin de formation. « Dans le cas où plus de quarante (40) % des candidats des participants d'une session se déclarent insatisfaits de la prestation au regard des objectifs et du programme initialement présentés, le titulaire se voit appliquer une réfaction financière de quinze (15) % sur chacun des bons de commande concernés ».

6.5 Rejet

Il est fait application de l'article 30.4 du CCAG-FCS.

Article 7. Garantie financière

Le titulaire est dispensé de constituer une garantie financière.

Article 8. Modalités de détermination du prix

8.1 Contenu du prix

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation pédagogique ainsi que tous les frais (frais de documentation, de salles, matériels techniques et autres frais liés à l'organisation de la formation) les frais de main-d'œuvre, les frais de déplacement éventuels, la garantie de résultat, ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires du titulaire. Aucun frais de déplacement et/ou de séjour du formateur ne peut être réclamé. Les frais de restauration ne sont pas pris en charge par l'Administration.

Le financement de la formation est assuré conjointement par Défense mobilité et le titulaire. Un barème tenant compte du statut de ce dernier définit le coût pour chacune des parties. Le CMFP/SNSF est chargé de transmettre au titulaire et au conseiller en transition professionnelle de Défense mobilité un document précisant la répartition financière retenue.

Il est à noter que les frais d'inscription (à mentionner dans le devis fourni à l'Administration), au même titre que les frais annexes des formations, sortent du champ d'application du présent accord-cadre et sont à la charge du candidat.

Il s'agit notamment :

D'un reste à charge éventuel sur les frais pédagogiques ;

Des frais de matériel ou d'équipement ;

Des frais de transports, de restauration et d'hébergements éventuels.

Le titulaire informe les CTP du montant de ces frais au moment de la phase de préinscription.

8.2 Nature et forme du prix

Les prix sont unitaires et définitifs.

Le prix est révisable pour tenir compte des variations économiques, dans les conditions fixées à l'article 8.5 du présent CCAP.

8.3 Unité monétaire

Le prix est établi en euro.

8.4 Date d'établissement du prix du marché

La date d'établissement du prix correspond à la date limite de réception des offres mentionnée en première page du règlement de la consultation. Dans le cas d'une négociation, DM prendra en compte la date de la dernière et meilleure offre financière transmise par le candidat.

8.5 Révision

Les prix sont fermes la première année et révisables à compter de la deuxième année contractuelle.

Les prix sont révisables chaque année sur demande, du titulaire, adressée à l'acheteur dans le mois qui précède la date anniversaire du marché.

Les prix sont révisés à l'aide de la formule de révision suivante :

$$P1 = P0 [0,30 + 0,70 (E1/E0)]$$

Dans laquelle :

P1 = Prix révisé € HT,

P0 = Prix initial € HT (= prix de l'offre retenue du titulaire lors de la notification du marché),

E1 = La dernière valeur connue, à la date anniversaire du marché, de l'indice du prix à la consommation « enseignement » identifiant 001764223 sur le site internet de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE),

E0 = La valeur de l'indice du prix à la consommation « enseignement », du mois de remise des offres sur le site internet de l'INSEE.

Le coefficient ainsi obtenu ne comportera pas plus de quatre (4) chiffres après la virgule.

Les valeurs des indices sont à relever sur le site internet de l'INSEE.

En cas de changement d'indice décidé par l'INSEE, la formule de révision sera modifiée. La nouvelle formule de révision sera appliquée en fonction de la date d'entrée en vigueur des nouveaux indices par ordre de service.

Validation de la révision des prix

Les prix révisés sont applicables aux bons de commande émis après la notification de l'ordre de service de révision des prix.

La révision est effective dès lors que l'Administration a expressément confirmé la validité de ce nouveau barème par ordre de service.

En l'absence de demande expresse ou en cas de demande incomplète ou non fondée, les prix pratiqués restent ceux initialement définis lors de la conclusion du contrat ou lors de la dernière révision de prix.

La nouvelle table des prix doit être identique à la précédente, en faisant apparaître les nouveaux tarifs, les anciens tarifs, en HT ou nets de taxes, avec le taux de TVA en vigueur à la date de la révision des prix.

Article 9. Conditions de paiement

9.1 Avance

Conformément aux dispositions des articles R. 2191-3 et R. 2191-16 du CCP, les formations étant individualisées pour chaque bon de commande émis, les conditions pour le versement de l'avance ne peuvent être mises en place.

9.2 Acomptes

L'acompte est versé dans les conditions prévues à l'article R. 2191-20 et suivants du CCP.

Article 10. Règlement des bons de commande

Le règlement de chacun des bons de commande est conditionné par la réception des livrables dans les conditions définies par l'article 6.1 du présent CCAP et à l'article 7 du CCTP.

Article 11. Établissement et paiement des factures

La facture est établie après transmission des livrables décrits à l'article 7 du CCTP n° DEFMOB02-2025 et édition de l'attestation du service fait.

La facture est adressée à l'Administration par saisie ou dépôt en ligne sur le portail Chorus : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

La facture comporte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- la raison sociale ;
- la forme juridique ;
- le numéro d'identification de l'entreprise (SIRET ou INSEE et registre du commerce) ;
- la date d'émission de la facture ;
- la référence du marché à 10 chiffres (commençant par 1xxxxxxx), sa date de notification ;
- le numéro et la date du bon de commande (conformément à l'article 5.2 du présent document) ;

- la domiciliation des paiements (numéro de compte bancaire ou postal du titulaire identique au contrat) ;
- le lieu d'exécution de la prestation (ou prestation en distanciel ou parcours mixte) ;
- la date d'exécution de la prestation ;
- le montant hors taxes et le montant toutes taxes ou net de taxe du coût de la prestation ;
- le numéro d'identification du service exécutant en charge de l'exécution du paiement : **D0975HB075**.

L'État se libère par voie d'ordonnance directe des sommes dues en exécution du marché émises par la sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion (SDPAMG) du secrétariat général pour l'administration (SGA).

La facture ne comportant pas ces indications est renvoyée au titulaire pour être complétée et ne fait pas courir le délai de trente (30) jours.

L'adresse de facturation à indiquer sur la facture est la suivante :

**Ministère des Armées
Défense Mobilité
Fort de Montrouge – Arcueil
16 bis, Avenue Prieur de la Côte d'Or
CS 40300
94114 ARCUEIL**

Le règlement est effectué par virement au compte courant ouvert au nom du titulaire tel que précisé dans l'acte d'engagement.

Le comptable assignataire du paiement est :

**Agent comptable des services industriels de l'armement (ACSIA)
11 rue du Rempart – Le Vendôme III
93196 Noisy le Grand cedex**

Le règlement des sommes dues demeure subordonné à la production de la facture, laquelle n'est pas réclamée au titulaire. Le temps mis par ce dernier pour la faire parvenir à l'Administration ne peut pas donner lieu au versement d'intérêts moratoires.

Article 12. Délais de paiement

12.1 Mise en paiement des prestations

Les paiements sont effectués à la fin de chaque prestation, après transmission par le titulaire des livrables ouvrant aux opérations de vérification, la réalisation du Service Fait par l'Administration et le dépôt de la facture par le titulaire dans Chorus pro.

12.2 Délais de paiement

Conformément aux modalités d'application des articles R. 2192-10 et suivants du code de la commande publique, le paiement des factures s'effectue dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la réception de la facture par l'administration, sous réserve d'exigibilité de la créance à cette date.

Le défaut de paiement dans les délais entraîne l'application des intérêts moratoires. Le taux des intérêts moratoires est celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros.

Article 13. Pénalités

Le titulaire est informé du montant des pénalités qu'il encourt par un courrier avec accusé de réception du bureau finances de la Sous-direction de la préfiguration de l'agence ministérielle de gestion (Service exécutant).

La chaîne d'information jusqu'au service exécutant est assurée par la SNSF du CMFP par la voie hiérarchique.

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire encourt des pénalités en cas de manquements suivants :

13.1 Pénalités en cas de retard de livraison des livrables mentionnés à l'article 7 du CCTP n° DEFMOB02-2025

En cas de retard dans la livraison des livrables mentionnés à l'article 7 du CCTP n° DEFMOB02-2025, le titulaire encourt les pénalités définies dans le tableau ci-dessous :

Livrables d'exécution	Libellé	Délais	Destinataire	Moyen	Pénalités de retard	Observations
1E	fiche de liaison (suite à proposition faite au candidat)	15 jours (après la date d'entretien de positionnement)	CTP	courriel avec A/R	forfaitaire par jour de retard : 10 €/jour	Le seuil d'exonération est à 200€, dérogeant à l'article 14 du CCAG-FCS-
2E	fiche de liaison (attestation d'inscription en formation)	7 jours	CTP	courriel avec A/R		
3E	signalement des absences (en cours de formation)	48 heures	SNSF/CNIF + CNAR + CTP	courriel avec A/R		
4E	attestation individuelle de fin de formation (ASF)	15 jours maximum après le dernier jour de la formation	SNSF/ CNIF + CNAR + CTP + candidat	dématérialisée ou version papier		

13.2 Pénalités en cas d'annulation ou de modification de la formation commandée avant le début de la formation

En cas d'annulation d'un stage individuel de formation professionnelle par le titulaire du marché, ce dernier encourt une pénalité définie dans le tableau ci-dessous :

Annulation ou modification de la formation commandée avant le début de la formation J étant le jour 1 de la formation (en jours ouvrés)	Type de pénalité	Sans solution alternative ou solution alternative inacceptable par DM	Pénalités	Solution alternative proposée acceptable et acceptée (report de formation) En jours ouvrés	Pénalités
entre 30 et 15 jours avant J	Pourcentage du coût total de la formation commandée		5%	solution alternative < 30 jours après J	annulation
entre 15 et 7 jours avant J			10%	30 jours après J < solution alternative < 60 jours après J	minorée de 50%
7 à 2 jours avant J			15%	solution alternative > 60 jours après J	maintien
< 2 jours avant J			25%		

En cas d'annulation ou de solution alternative non proposée ou inacceptable par le titulaire du bon de commande, DM se dirigerait vers un autre titulaire de l'accord-cadre multi-attributaires. Cependant la pénalité reste applicable.

13.3 Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8821-5 du code du travail, il encourt une pénalité de 10 % du montant total des bons de commande notifiés.

13.4 Gestion des pénalités

Les observations éventuelles que le titulaire entend formuler sur lesdites pénalités doivent être adressées, sous pli recommandé, au chef de la section Marchés à l'adresse suivante :

**Ministère des Armées
Défense mobilité
Bureau RESSOURCES
Section Marchés
Fort de Montrouge – Arcueil
16 bis, Avenue Prieur de la Côte d'Or
CS 40300 – 94114 ARCUEIL cedex**

Passé un délai de trente (30) jours à compter de la réception de l'état portant décompte des pénalités, le titulaire est réputé, par son silence, en avoir accepté le montant.

La décision en matière de pénalités sera prononcée par l'acheteur.

Les pénalités viennent en déduction de la facture intervenant postérieurement à la constatation de la défaillance.

En cas de non prise en compte par le titulaire lors de la facturation, la personne publique effectue elle-même la réduction du prix correspondante lors de la réception de la facture.

Ces pénalités ne dispensent pas le titulaire de ses obligations de réaliser les prestations dans leur intégralité.

Article 14. Litiges et résiliation

14.1 Règlement des litiges

En cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, les acheteurs et les titulaires peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics dans des conditions fixées par décret.

Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour missions de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises ou d'un comité consultatif de règlement amiable interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation ou la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

Le mode de saisine, la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement des comités consultatifs sont fixés par décret.

14.2 Tribunal compétent

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Le tribunal administratif compétent est le Tribunal Administratif de Melun
43 rue du Général de Gaulle
77008 Melun Cedex
Tél.: 01.60.56.66.30 – Télécopie : 01.60.56.66.10
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr

14.3 Résiliation

L'autorité signataire du marché peut mettre fin à l'exécution en tout ou partie des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci.

14.3.1 Résiliation avec mise en demeure préalable

L'autorité signataire du marché peut résilier en tout ou partie le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, dans les cas suivants :

- Le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- Le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
- Le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par l'acheteur ;
- Le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance ou ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants, mentionnées à l'article 3.6 du CCAG-FCS ;
- Le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 9 du CCAG-FCS ;
- Le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
- Le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité, conformément à l'article 5 du CCAG-FCS ;
- L'utilisation des résultats par l'acheteur est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché ;
- Le titulaire a procédé à des modifications à la baisse de la couverture géographique sans justification à l'administration ;
- Absence de formation programmée (remise d'offre finale ou mise à jour suite à COPIL ou sur demande).

La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai. A défaut d'indication du délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

14.3.2 Résiliation sans mise en demeure préalable

L'autorité signataire du marché peut résilier en tout ou partie le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable dans les cas suivants :

- le titulaire déclare ne pas pouvoir exécuter ses engagements, sans qu'il soit fondé à invoquer le cas de force majeure ;
- le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux ;
- postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts.

14.3.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

L'autorité signataire du marché peut résilier le marché, en tout ou partie, pour motif d'intérêt général.

Dans le cadre de la résiliation pour motif d'intérêt général, conformément à l'article 42 du CCAG-FCS, il incombe au titulaire d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de la partie de l'indemnité relative à la part des frais et investissements éventuellement engagée pour le marché et strictement nécessaire à son exécution qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées, dans un délai de quinze (15) jours après la notification du préavis de résiliation du marché.

Le décompte de résiliation est établi conformément à l'article 43 du CCAG-FCS.

14.3.4 Autres cas de résiliation

L'autorité signataire du marché peut résilier en tout ou partie le marché dans les cas prévus à l'article 39 du CCAG-FCS (résiliation pour événements extérieurs au marché) et à l'article 40 du CCAG-FCS (résiliation pour événements liés au marché).

Le décompte de résiliation est établi conformément à l'article 43 du CCAG-FCS.

Article 15. Dérogations au CCAG-FCS

Les dispositions du CCAG-FCS s'appliquent dans leur intégralité sauf les dérogations mentionnées au présent CCAP.

L'article 5.2.1 du présent CCAP déroge à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS.

Les articles 5.4 et 5.5 du présent CCAP dérogent à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS.

L'article 6.1 du présent CCAP déroge à l'article 27.1 du CCAG-FCS.

L'article 6.2 du présent CCAP déroge à l'article 30.1 du CCAG-FCS.

L'article 13.1 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article XII de l'annexe du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

ANNEXE : Protection des données à caractère personnel

Protection des données à caractère personnel

-

Mise en conformité avec la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement (UE) 2016/679 du Parlement et du Conseil du 27 avril 2016

Pour l'application des présentes clauses, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « **règlement général sur la protection des données** », RGPD), **le responsable de traitement est l'acheteur public et le sous-traitant est le titulaire du marché public.**

A. Objet

Les présentes clauses ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le titulaire s'engage à effectuer pour le compte de l'acheteur, les opérations de traitement de données à caractère personnel dans les conditions définies ci-après.

B. Description du traitement des données à caractère personnel nécessaires à l'exécution du marché

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « **le règlement européen sur la protection des données** »).

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur responsable de traitement des données à caractère personnel nécessaires pour fournir les services suivants : la **réalisation de prestations individuelles de formation et d'aide à l'insertion professionnelle au profit des ayants droit de Défense mobilité (DM) dans les domaines de la sécurité, du support aux entreprises et du service aux particuliers.**

- a) La nature des opérations réalisées sur les données est **l'enregistrement**, la **conservation**, **l'organisation** et la **consultation** des données afin de répondre aux différentes finalités de traitement énumérées au b) du présent titre.
- b) Les finalités du traitement sont : la **réalisation de prestations individuelles de formation et d'aide à l'insertion professionnelle au profit des ayants droit de Défense mobilité (DM) dans les domaines de la sécurité, du support aux entreprises et du service aux particuliers.**
- c) Les catégories de personnes concernées sont les ayants-droits du Ministère des Armées, bénéficiaires de formations professionnelles conformément aux dispositions prévues à l'article 2. *Public bénéficiaire* du CCTP de référence.
- d) Pour l'exécution des prestations objets des présentes clauses, l'acheteur met à la disposition du titulaire les données énumérées au point c) du présent titre ainsi que toutes les informations nécessaires à la rédaction des livrables prévus par l'article relatif aux « *livrables attendus lors de l'exécution du marché* » du CCTP de référence.

C. Durée de l'engagement des parties et exploitation des données

Les présentes clauses entrent en vigueur à compter de la notification du marché par l'acheteur au titulaire et pour toute la durée d'exécution du marché.

Les données à caractère personnel de chaque bénéficiaire sont conservées et exploitées uniquement durant la durée de leur prestation et doivent faire l'objet d'une destruction dans un délai d'un mois après la fin de celle(s)-ci conformément aux modalités prévues au point D.VIII du présent document.

D. Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur

I. Confidentialité des données

Le titulaire s'engage à :

- a) Traiter les données uniquement pour les seules finalités qui font l'objet du présent marché.
- b) Traiter les données conformément aux instructions documentées de l'acheteur et aux dispositions prévues au point D.VII. du présent document.
- c) Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre des présentes clauses.
- d) Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu des présentes clauses :
 - S'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- e) Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

II. Sous-traitance de niveau 2 ou sous-traitance ultérieure des activités de traitement

Le titulaire du marché peut faire appel à un sous-traitant (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement clairement identifiées. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants (à noter que l'hébergement des données par un prestataire externe s'apparente à de la sous-traitance au sens du RGPD). Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant, les dates de notification du marché (ou le cas échéant de l'acte modificatif) et les dates du contrat de sous-traitance.

L'acheteur dispose d'un délai minimum pour présenter ses objections, à compter de la date de réception de cette information. Il dispose de :

- Deux (2) mois pour un marché dont la durée peut aller jusqu'à quatre (4) ans (reconduction tacite comprise)
- 1 mois pour un marché dont la durée est nécessairement inférieure à quatre (4) ans.

Cette sous-traitance ne peut avoir lieu que si l'acheteur n'a émis aucune objection pendant le délai convenu.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant (tant aussi bien au sens du RGPD, que du sens de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance) par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans

le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte de l'acheteur. Il appartient au titulaire du marché de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire du marché demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par l'autre sous-traitant de ses obligations.

III. Droit d'information des personnes concernées

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

IV. Exercice des droits des personnes

Pour toute réception d'une demande d'exercice de droit par une personne concernée par le traitement, le titulaire s'engage à prendre contact avec le correspondant local RGPD de Défense mobilité aux moyens d'un courriel à l'adresse électronique suivante :

- defense-mobilite-rgpd.contact.fct@def.gouv.fr .

Le titulaire doit aider l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'opposition, droit à la limitation du traitement, et le droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

V. Notification des violations des données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dès qu'il en a connaissance et dans un délai maximum de 72 heures, par courrier électronique aux adresses suivantes :

- defense-mobilite-rgpd.contact.fct@def.gouv.fr .
- daj.delegue.fct@intradef.gouv.fr

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation au délégué à la protection des données du ministère des armées. Le titulaire est tenu de communiquer à l'acheteur toute information complémentaire, nécessaire à la notification.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le titulaire propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu. La notification des violations est transmise à la CNIL par le délégué à la protection des données du ministère des armées.

Lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique, la notification de ladite violation est communiquée à la personne concernée par l'administration (responsable de traitement).

VI. Analyse d'impact

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données si la réalisation de celles-ci est jugée nécessaire conformément aux textes réglementaires européens ainsi qu'au regard des directives internes du Ministère des Armées en la matière.

Le titulaire conseille l'acheteur en cas de consultation de la CNIL sur l'analyse d'impact réalisée. Cependant, celle-ci est présentée à la CNIL par le délégué à la protection des données du ministère des armées.

VII. Mesures de sécurité des données

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurisation des données nécessaires afin de garantir un niveau de sécurité approprié pendant toute la durée d'exécution du marché.

Il limite l'accès des données aux acteurs dont les besoins métiers le justifient conformément aux finalités de traitement décrites dans la partie B. b) du présent document. En cas d'élargissement des acteurs destinataires des données, le titulaire doit en informer au préalable le point de contact RGPD de Défense mobilité.

Si le CCAP et le CCTP de référence font état de mesures de sécurité particulières, le titulaire s'engage à les appliquer pendant toute la durée d'exécution du marché.

VIII. Devenir des données au terme de l'exécution du marché

Au terme de l'exécution de la prestation, le titulaire s'engage, **dans un délai d'un mois** (sauf difficulté particulière) à :

- Renvoyer toutes les données à caractère personnel concernées par le traitement auprès de l'acheteur, ainsi que l'ensemble des documents livrables mentionnées par le CCTP de référence dans l'article 7 relatif aux « *Livrables attendus lors de l'exécution du marché* ».
- Détruire toutes les données à caractère personnel (livrables compris) et en justifier par écrit auprès du fournisseur de donnée Défense mobilité.

IX. Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur **le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données** dès la notification du marché, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

X. Registre des activités de traitement

Le titulaire déclare **tenir par écrit un registre** de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- Le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;

- Les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;
- Une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - La pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - Des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - Des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - Une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées.

XI. Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur **la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations** et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

XII. Pénalités de retard liées à l'exécution des présentes clauses

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS, en cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des présentes prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités forfaitaires calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité en € HT

R = nombre de jours de retard

V = 1 000 €